



paris

france

Le patron de Total mis en examen

Christophe de Margerie était entendu hier par la justice pour une affaire de corruption dans un marché gazier iranien. P.8

high-tech

Europeana prête à livrer bataille



La bibliothèque numérique européenne, destinée à contrer le projet Google Print, a été lancée hier. Explication de texte. P.28

patinage

Brian Joubert éblouissant



Le Français a été sacré hier champion du monde. Quarante-deux ans après Alain Calmat. P.30

météo 5°C le matin

8°C l'après-midi

Avis et Vinci veulent donner un coup d'accélérateur à l'autopartage

Le loueur de voitures et l'exploitant de parkings vont ouvrir à Paris en juin un réseau d'autopartage. En clair : une location souple et de proximité. L'offre passée au crible. P.2

www.20minutes.fr

N° 1160 VENDREDI 23 MARS 2007



PRÉSIDENTIELLE

« Une fois élu... »

Dans une interview à 20 Minutes, François Bayrou, en recul dans les sondages, confirme sa volonté de former un « gouvernement d'union nationale » en cas de victoire à la présidentielle. P.10 et 11

(publicité)

BIENVENUE SUR MARS

DES OFFRES D'UN AUTRE MONDE

RENAULT

UDF Malgré sa récente baisse dans les sondages, le candidat centriste croit encore à sa victoire au second tour

L'union nationale selon François Bayrou

C'est le candidat qu'on n'attendait pas. Installé dans le siège de troisième homme, il talonne Ségolène Royal et attaque Nicolas Sarkozy. Désormais, le président de l'UDF vise haut et fort la première place le 6 mai. Seulement, il reste à déterminer si sa percée est une bulle destinée à éclater avant le premier tour ou un véritable mouvement de fond. Hier, un sondage CSA réalisé à Auxerre, ville votant comme la moyenne nationale, donne Bayrou devant Royal au premier tour. Dans les simulations de second tour, le centriste gagne. Problème : une grande proportion des personnes se prononçant en

sa faveur disent pouvoir changer d'avis. Le dernier sondage BVA le place à 17 % d'intentions de vote – en forte baisse – et deux récentes études qui l'ont donné au plus haut viennent d'être retoquées par la commission des sondages.

L'intéressé ne veut pas croire à la fin de l'état de grâce, et évoque des ralliements à venir. Sans préciser lesquels. Il parle de « famille de pensée », de Jean Peyrelevade (l'ex-patron du Crédit Lyonnais), Denis Olivennes (le dirigeant de la Fnac), le conseiller d'Etat Bernard Spitz... C'est sans doute son point faible : Bayrou avance dans le flou. Ses

adversaires reprochent à son programme de manquer de concret et il est difficile d'imaginer la majorité avec laquelle il pourrait gouverner. Il assure le contraire. Pour lui, le centre est la seule voie qui mène à la victoire dans la France de 2007. Bayrou doit donc jongler avec ses contradictions. S'il réserve ses critiques les plus dures à Sarkozy, son parti a voté nombre de lois du gouvernement. Aujourd'hui, il n'en est pas moins pris au sérieux. En cas de score important au premier tour et de victoire finale de Nicolas Sarkozy, la porte de Matignon lui serait ouverte. Mais lui ne rêve que de l'Élysée. **A. S.**

François Bayrou
Président de l'UDF.

Si vous étiez élu le 6 mai, quelles seraient vos premières actions ?

Une fois élu, la première décision qui s'impose, c'est la constitution d'un gouvernement qui montrera qu'on peut concrètement faire travailler ensemble, dans un climat d'union, des gens venus de bords différents.

Vous avez évoqué la constitution d'un gouvernement composé des meilleurs des deux camps ?

Le critère sera la compétence et l'expérience, et non les étiquettes. Il s'agit d'associer des hommes, des femmes, de gauche, de droite et du centre autour du même projet. C'est un changement profond du paysage politique et de la manière de penser la responsabilité politique. Les rapports entre le gouvernement et le Parlement vont changer, il n'y aura plus de Parlement aux ordres.

Avez-vous identifié les cinq personnes clés de votre gouvernement ?

Je les ai en tête. Si vous saviez le nombre de messages que je reçois de gens disant : « Naturellement, si tu arrives à remporter la présidentielle, j'en serai. » Seulement, ils ne peuvent se prononcer publiquement car les appa-



reils verrouillent méchamment. Mais entre les deux tours, ce sera le moment de vérité.

C'est à ce moment-là que vous allez annoncer le nom de votre Premier ministre ?
Non. On élit le président de la République, on n'élit pas le gouvernement ou des ministres. Les Français ont changé plus vite à cet égard que les gouvernants. Plusieurs sondages montrent qu'aux deux tiers, les Français veulent un gouvernement d'union nationale et qu'ils ne font plus confiance à la gauche et à la droite. Il reste 35 % à la gauche et à la droite, vous divisez par deux, vous enlevez les extrêmes, qu'est-ce qu'il reste ?

Une fois un gouvernement constitué, quelles seraient les

premières mesures que vous prendriez ?

Premièrement, il y a un gros coup de booster à donner sur l'emploi, car il n'y a pas de politique sociale ni de politique pour les jeunes sans emploi. Chaque entreprise doit, quelle que soit sa taille, pouvoir embaucher deux personnes sans avoir à payer d'autre charge pendant cinq ans que 10 % pour les retraites. Cela peut créer des centaines de milliers d'emplois la première année. Il y a ensuite besoin de lancer une grande politique de lutte contre l'exclusion. Chaque RMiste doit pouvoir avoir une activité encadrée par une association ou une collectivité locale, pour améliorer ses fins de mois

et retrouver une meilleure place dans la collectivité. Il y a tellement besoin de bonnes volontés dans les associations, pour s'occuper des enfants à l'école...

Votre proposition est-elle comparable à celle de Nicolas Sarkozy, qui clame « pas de revenu minimum sans contrepartie » ?

Il ne faut pas la présenter comme une punition. Je formule cette idée depuis 2002, nous l'avons proposée au gouvernement en vain. Autre mesure nécessaire dès le début du quinquennat : discuter avec l'Education nationale sur les objectifs de résultats qu'elle peut se fixer pour arriver à l'illettrisme zéro en cinq ans. Dans la mondialisation, un pays comme le nôtre n'a qu'un seul atout : avoir les jeunes les mieux formés de la planète. Nous avons un des meilleurs systèmes d'éducation, seulement il

« Il n'y aura plus de Parlement aux ordres du gouvernement. »

laisse au bord de la route 20 % des élèves.

Ce système produit aussi des chercheurs qui ne trouvent pas d'emploi...

Oui, et c'est une pitié ! Selon l'OCDE, le coût moyen d'un étudiant en

Europe est de 9 000 € par an, nous sommes dans la moyenne. Mais il y a des disparités : un élève des grandes écoles coûte deux fois plus cher qu'un étudiant de la fac de Villetaneuse. Au classement des universités mondiales, nous n'avons plus d'établissements au meilleur niveau, cela ne peut plus durer. Je mettrai cette question sur la table. Cependant, dans l'éducation, les plans ne s'imposent pas. Pour chacune des mesures d'urgence que je viens d'évoquer, les conséquences pour l'environnement et le climat seront prises en compte.

Quelle serait votre méthode de réforme ? Une vaste série de Grenelle participatifs ?

L'exact contraire de celles qu'ont essayé de suivre les gouvernements précédents et qui ont échoué. Les trois premiers mois doivent constituer le cadre du changement dans lequel la société sera engagée. Il faut conduire les réformes avec les Français et non pas contre eux, en prenant le temps nécessaire. Alors, les Français sauront qu'ils ont leur mot à dire, qu'ils sont considérés comme des citoyens et non des sujets. Il doit y avoir dans ces discussions de la co-responsabilité, en engageant



un dialogue avec les partenaires sociaux.

Vous niez la notion de programme, où l'on choisit un président en fonction de ses intentions. Vous dites que vous allez discuter avec les Français des réformes...

J'ai donné mon projet et mon programme. Par exemple : « Pour les heures supplémentaires, je porterai leur majoration à 35 % sans que celle-ci représente une charge supplémentaire sur le coût du travail, car je la déduis des charges sociales. » J'ajoute une incitation forte à l'intéressement des salariés aux résultats des entreprises. Probablement sous la forme d'un avantage fiscal pour les entreprises.

Beaucoup de gens n'ont pas accès à des logements ou des emplois dignes à cause de leur nom ou du lieu où ils habitent. Que comptez-vous faire ?

Il faut conduire une politique sérieuse pour les banlieues. Je veux garantir dans chaque quartier sensible un retour de l'Etat. Un coordinateur des actions de l'Etat sera présent pour les questions de sécurité, mais aussi pour les services publics. Ce sera une sorte de sous-préfet avec obligation de résidence sur place. Dans ces quartiers, l'Etat a disparu, il n'y a plus que les associations. L'Etat, ce n'est pas le service des

puissants, mais la protection des plus faibles. Il ne doit pas être concentré dans les 6^e et 7^e arrondissements de Paris. Concernant la lutte contre les discriminations, l'Elysée montrera l'exemple. Des contrats doivent être

« Un coordinateur des actions de l'Etat avec obligation de résider sur place sera présent dans chaque quartier sensible. »

signés entre l'Etat et les entreprises, notamment pour recourir aux CV anonymes.

Vous placez l'écologie à un rang élevé de vos préoccupations. Quelle est votre politique concernant l'énergie nucléaire ?

On ne peut réaliser les objectifs du protocole de Kyoto en faisant semblant de renoncer au nucléaire. La France n'y renoncera pas. Je me pose des questions à propos de l'EPR, sur lequel il n'y a pas eu de débat. Par ailleurs, beaucoup de gens, dont Nicolas Sarkozy, veulent privatiser Areva. Je suis contre, car la maîtrise de la technologie nucléaire doit rester du domaine de l'Etat.

Vous avez mis la dette au centre du débat. Pour la limiter, il faut réduire drastiquement les dépenses...

C'est tout simplement indispensable. L'Etat doit

être plus économe. Les dépenses de l'Elysée baisseront de 20 %. Les ministères, les cabinets, les directions centrales suivront. Je diminuerai les effectifs dans la fonction publique partout où ce n'est pas une action de terrain prio-

ritaire. Pour l'Education nationale, on ne diminuera pas les effectifs, mais on les affectera mieux, on fixera ensemble des objectifs pour chacun. Je veux aussi fusionner les collectivités locales du département et de la région sans que les départements disparaissent en tant qu'entités. Moderniser, simplifier, tous les pays qui ont réussi les réformes de l'Etat ont procédé ainsi.

Si vous êtes présent au second tour, comment allez-vous adapter votre discours selon que vous affrontez Sarkozy ou Royal ?

Je ne l'adapterai en aucune manière, ne comptez pas sur moi pour cela. Avec Nicolas Sarkozy, j'ai depuis longtemps une confrontation de projets, avec Ségolène Royal, je dois vous dire franchement que je ne sais pas quel est son projet. Je ne

changerai pas de vision, je suis là pour proposer aux Français de dépasser les vieux clivages, eux sont là pour les prolonger. Nous sommes dans une société en crise exceptionnelle, comme on n'en a pas eu depuis peut-être cinquante ans. Cela exige une réponse exceptionnelle, et cette réponse est de l'ordre de l'union nationale. En tout cas, autour d'objectifs de redressement du pays, concernant la dette, l'emploi, l'éducation, l'exclusion, l'Europe et l'environnement.

Tous les candidats parlent de redressement...

Oui, ils ont les mêmes objectifs, mais ils ne veulent pas travailler ensemble. Personne ne propose de supprimer les 35 heures pour revenir aux 39 heu-

« Avec Nicolas Sarkozy, j'ai depuis longtemps une confrontation de projets. Ségolène Royal, je dois vous dire franchement que je ne sais pas quel est son projet. »

res, personne ne propose une régularisation automatique et générale des sans-papiers... Puisqu'il y a des objectifs concilia-

bles sur un certain nombre de points, travaillons ensemble ! Jusqu'à maintenant, seul l'Etat décide et rien ne change. Il doit trouver face à lui une société civile organisée par laquelle remontent les informations et il doit réagir. Il y a d'énormes marges de progrès sans dépenser un sou. Supprimons les cautions et les dépôts de garantie pour les logements et remplaçons-les par une assurance coûtant quelques euros par mois. D'un coup, on soulage des milliers de jeunes qui ont honte d'aller demander à leurs parents qui n'ont pas de sous. Ça ne coûtera pas un centime et ça peut créer des emplois.

Il reste un problème pour convaincre tout le monde : vous avez gouverné à droite, et au cours de la campagne vous avez été rejoint par des candidats de droite : Corinne Lepage, Edouard Fillias...

Je n'ai pas gouverné à droite, j'ai été il y a quinze ans dans une alliance du centre et de la droite. Et au bout d'un long travail de réflexion, j'ai conclu qu'il fallait que le centre soit autonome pour proposer un autre chemin au pays.

*Recueilli par Frédéric Filloux et Arnaud Sagnard
Photos : Cédric Martigny / Temps Machine*